

tribune de l'autogestion

« Pour le socialisme autogestionnaire : une non-violence politique » (1), c'est le titre de la brochure que vient d'éditer le Mouvement pour une Alternative Non-Violente (MAN). Titre pour le moins surprenant et qui a une allure « petite-bourgeoise » qui fait sursauter. Pour le militant politique qui s'affronte quotidiennement à la violence — non pas celle bien visible et bien brutale, mais celle de l'injustice — cela sent le moralisme.

Pourtant, pour qui s'engage dans la lutte politique pour l'édification d'une autre communauté humaine qui ne soit pas fondée sur l'exploitation, sur la domination mais sur la solidarité, c'est bien le problème clé : celui des moyens.

Non pas les moyens envisagés sur un plan moral, pour satisfaire je ne sais quel sentimentalisme, mais les moyens qui puissent modifier les rapports de forces. Ce qui suppose une analyse de la réalité politique, économique et sociale, mais aussi de la réalité humaine. Connaître donc, non pour le seul fait de la connaissance, mais pour transformer.

Transformer la société tel est bien l'objectif que poursuivent ceux qui, en 1974, ont pris l'initiative de créer le « Mouvement pour une Alternative Non-violente ».

Ce mouvement qui se présente comme une fédération de groupes locaux (actuellement plus de 20) n'est pas un nouveau parti politique.

Il regroupe dans les faits des militants adhérant à des partis existants ou sans parti, qui ont engagé une réflexion politique sur des problèmes comme ceux de la violence, du pouvoir, de l'armée. Ces militants se rejoignent sur une analyse de la société actuelle, sur la nécessité d'une rupture (en fait elle ne peut être que révolutionnaire), sur un projet: le socialisme autogestionnaire, sur une stratégie fondée non sur la violence révolutionnaire (qui a fait la preuve de son inefficacité), mais sur une non-violence active. Conscients

de l'ambiguïté du terme et agacés de devoir répéter ce que la non-violence n'est pas : la résignation, la gentillesse, le refus de la lutte... ils ont décidé d'exposer dans un texte d'orientation politique ce qu'ils pouvaient apporter de positif.

C'est donc d'abord un travail de clarification qui a été entrepris, à la fois auprès des militants politiques et syndicaux qui ne les connaissent que par endroits et d'une manière déformée.

un constat

C'est aussi un travail d'approfondissement qui cherche à faire le point d'une réflexion politique menée dans les groupes en s'appuyant sur l'acquis des diverses analyses déjà faites, mais qui tente d'ouvrir des perspectives en vue de l'action nécessaire. C'est donc un travail ouvert sur l'avenir. Un tel texte n'est pas figé même s'il est un texte d'orientation. Il est appelé à être confronté avec la réalité. Fait pour l'action, il doit être soumis à la réflexion de tous ceux qui militent pour une autre société.

Il débute par un constat, celui de la société actuelle : une société d'injustice et de violence. Cette analyse n'est pas nouvelle. Peut-être aurions-nous pu nous limiter aux aspects spécifiques de notre option non-violente ?

Or, ces aspects et notamment celui de la militarisation de la société sont étroitement liés au système capitaliste. Il fallait donc entreprendre le procès de

révolution : oui, mais comment ?



ce système bien qu'il ait déjà été fort bien fait ailleurs. Peut-être aussi est-il nécessaire d'y revenir, ne serait-ce que pour affiner telle ou telle analyse encore mal comprise ou mal acceptée. Il est enfin plus logique d'expliquer ainsi la stratégie de rupture que nous préconisons.

En fait, cette société est fondée sur la domination politique et sur l'exploitation économique des travailleurs par une minorité, domination et exploitation qui interagissent l'une sur l'autre et qui constituent l'épine dorsale de la violence institutionnalisée. Les institutions ne sont donc pas neutres mais jouent un rôle actif dans la société humaine. L'utilisation de la violence et sa légitimation au sein de l'Etat influent sur le système mis en place.

Le socialisme autogestionnaire que nous voulons promouvoir ne peut donc ignorer ce fait.

Prendre le pouvoir d'Etat est certes une nécessité, mais non pour recréer un Etat qui décréterait l'autogestion mais pour favoriser la création du pouvoir à la base, ce qui passe nécessairement par le contrôle ouvrier et populaire.

des questions et des propositions

A notre point de vue ce projet : le socialisme autogestionnaire, ne peut être distrait de la stratégie à mettre en œuvre. Et nous pensons, sur ce plan plus particulièrement, avoir des questions à poser et des propositions à faire. C'est là, nous semble-t-il, la raison de notre présence et son intérêt.

Nous ne rejetons pas le recours à la violence parce qu'elle serait moralement « mauvaise », mais parce que dans les conditions actuelles un tel recours serait à la fois contraire à l'objectif visé et à l'efficacité.

Si nous désirons mettre en place une nouvelle société, ce n'est pas pour utiliser les moyens de l'ancienne. Mais si nous désirons vraiment rompre avec la société actuelle, il faut nous en donner les

moyens.

Or, les moyens violents, ceux qui sont (paraît-il) efficaces ne sont pas entre les mains des travailleurs, mais à la disposition de la minorité qui domine.

C'est cette contradiction que la « non-violence » tente, non de nier, mais de dépasser. Plutôt que de rechercher chez l'adversaire les armes qui serviraient à l'abattre, si nous utilisions celles qui sont à notre disposition ? La société capitaliste ne subsiste qu'avec des hommes qui travaillent durement, parce que ces hommes sont exclus de toute responsabilité et de tout pouvoir, parce que l'idéologie dominante leur cache la réalité et les persuade que la domination et l'exploitation qu'ils subissent est dans « la nature des choses », parce que la légalité bourgeoise les asservit. Rompre c'est refuser... n'est-ce pas cette voie qu'il faut explorer ? Enfin, le socialisme tel qu'il est vécu en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est, nous interpelle. Rien d'essentiel n'y a été résolu.

Trouver des formes d'action, des formes d'organisation, des formes de mobilisation populaire qui ne soient pas contradictoires avec le type de socialisme que nous voulons promouvoir, voilà des exigences politiques que nous ne pouvons pas renvoyer à plus tard.

Certes, nous ne pourrions pas tout prévoir... et la société non-violente (c'est-à-dire autogestionnaire), pour laquelle nous luttons, n'est pas pour demain ! Mais c'est à en préparer les étapes que nous devons nous atteler tous ensemble et dès aujourd'hui.

Maurice DEBRACH ■
Comité de coordination du MAN

(1) A commander : 6F aux groupes du MAN. 7,15 (6 F + 1,15 de port), au secrétariat national, 20, rue de Devidet, 45200 Montargis.